

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE MELUN**

**N° 1604256**

---

**SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS  
AMBULANCIERS « OURSON BLEU »**

---

**M. Dewailly  
Vice-Président**

---

**Audience du 6 juin 2016  
Lecture du 8 juin 2016**

---

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

**Le juge des référés,**

**Vu la procédure suivante :**

Par un mémoire, enregistré le 19 mai 2016, dans la requête n° 1603650, une requête enregistrée le 19 mai 2016, sous le n° 1604256, et un mémoire complémentaire enregistré le 30 mai 2016, la société de transports ambulanciers Ourson Bleu, représentée par Me Palmier demande au tribunal, sur le fondement des dispositions des articles L. 551-13 et L. 551-20 du code de justice administrative :

1°) d'annuler le contrat conclu le 26 avril 2016 entre le centre hospitalier de Meaux et la société Azur Ambulances ;

2°) de porter la pénalité financière à laquelle sera éventuellement condamné le centre hospitalier de Meaux à la somme de 35 000 euros ;

3°) de condamner le centre hospitalier de Meaux à lui verser une somme de 6 500 euros au titre des frais irrépétibles, correspondant aux frais précisément engagés par elle pour faire valoir ses droits.

Elle soutient que :

- le centre hospitalier de Meaux a méconnu l'article 80 du code des marchés publics en ne respectant pas un délai de seize jours entre la date d'envoi de la décision de rejet de l'offre qu'elle a présentée, le 15 avril 2016, et la date de signature du contrat, intervenue le 26 avril 2016 ;

- cette méconnaissance est de nature à justifier l'annulation du contrat, d'autant que le délai de onze jours était inapplicable en l'espèce et que ce manquement était substantiel ;

- les dispositions de l'article L. 551-20 du code de justice administrative sont d'application automatique en telle hypothèse justifiant à la fois l'annulation de celui-ci et une pénalité financière ;

- la pénalité qu'il est demandé d'appliquer correspond à 20 % du marché de 180 000 euros hors taxe ;

- l'irrégularité commise ayant en outre porté une atteinte au droit de la requérante à un recours juridictionnel effectif ;

- seule la société Azur Ambulances de Meaux ayant finalement produit les documents demandés par le règlement de la consultation et non pas aussi celle composant ce groupement ;

- qu'à défaut d'annulation, la requérante se réserve le droit d'engager des poursuites pénales pour délit de favoritisme.

Par un mémoire enregistré le 2 juin 2016, le centre hospitalier de Meaux, représenté par son directeur et par Me Fouré, conclut au rejet de la requête.

Il fait valoir que :

- le contrat a été conclu le 25 avril 2016, dans le délai de onze jours, démontrant l'absence d'intention frauduleuse justifiant d'annuler le contrat ;

- le manquement au respect de la clause de suspension ne suffit pas à lui seul à établir que la société de transports ambulanciers Ourson Bleu aurait été affectée quant à ses chances d'obtenir le marché ou aurait eu une chance de l'obtenir ;

- l'annulation ne pourra donc être prononcée, en tout état de cause, de manière automatique, elle relève du pouvoir du juge ;

- une pénalité financière ne peut être prononcée qu'en tenant compte de la nature et de l'ampleur de la méconnaissance constatée, des conséquences pour l'auteur du recours, de la nature, du montant et de la durée du contrat, ainsi que du comportement du pouvoir adjudicateur ;

- le marché pouvait être régulièrement attribué au groupement dès lors qu'ils en remplissaient toutes les conditions ;

- que l'annulation ne peut être cumulée avec une pénalité financière ;

- en tout état de cause, le montant de 35 000 euros réclamé par la société de transports ambulanciers Ourson Bleu qui correspond à un maximum de 20 % du montant du marché ne saurait être retenu faute qu'aient été accumulées les irrégularités les plus graves ;

- le montant ne devrait pas excéder la somme de 15 000 euros ;

- la somme de 6 500 euros au titre des frais irrépétibles n'est pas justifiée dès lors que la requérante ne démontre pas avoir été contrainte de recourir à un avocat dans la présente procédure, ni que la production tardive l'a induit exposée à des frais, d'autant que le juge des référés a rejeté les conclusions au titre des frais irrépétibles dans la présente procédure.

Par un mémoire enregistré le 3 juin 2016, la société Azur Ambulances de Meaux, représentée par son directeur et par Me Labetoule, conclut au rejet de la requête et demande qu'il soit mis à la charge de la société de transports ambulanciers Ourson Bleu une somme de 4 000 euros au titre des frais irrépétibles.

Elle fait valoir que :

- l'annulation ne peut se justifier par la méconnaissance de la clause de suspension ;
- aucun autre manquement ne pouvant la justifier ;
- le marché a été signé en tout état de cause avant la saisine du juge des référés ;
- les articles 45 et 46 du code des marchés publics n'ayant pas été méconnus ;
- les pénalités infligées en cette matière n'excédant pas 10 000 euros ;
- la société attributaire ne pouvant se voir infliger directement une telle pénalité puisqu'elle est étrangère à cette situation.

Vu :

- les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code des marchés publics ;
- le code de justice administrative et notamment les dispositions des articles L. 551-13 et L. 551-20 et suivantes.

La présidente du tribunal a désigné M. Dewailly, vice-président, pour statuer en tant que juge des référés en application de l'article L.511-2 du code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties que :

- par une mesure d'instruction, en date du 23 mai 2016, du fait que le juge envisage d'imposer au centre hospitalier de Meaux une pénalité financière d'un montant minimum de 10 000 euros, en application des dispositions de l'article L. 551-20 et suivants du code de justice administrative et invite les parties à faire part de leurs observations avant la date de la clôture d'instruction ;
- par une ordonnance du 19 mai 2016 l'instruction serait close le 3 juin 2016 à midi ;
- la communication des mémoires a rouvert l'instruction qui sera close à l'issue de la présente audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique du 6 juin 2016 à laquelle les parties ont été régulièrement convoquées :

- le rapport de M. Dewailly, Président rapporteur,
- les observations de Me Palmier représentant la Société de transports ambulanciers Ourson Bleu qui estime que la pénalité financière doit être dissuasive compte tenu de l'irrégularité commise ; que le juge peut cumuler annulation du marché et pénalité financière, cette dernière ne pouvant être inférieure à la durée prévisible du marché de 4 ans, dans une limite de 20 % du montant annuel de ce marché, soit 180 000 euros hors taxe x 4, qui pourra être réduite de moitié puisque l'offre de l'attributaire correspond à la moitié de celle de la requérante, soit une pénalité de 72 000 euros ; qu'en outre, l'offre retenue du fait de son montant qui représente la moitié de celui de la requérante devait être regardée comme anormalement basse, ce que le Conseil d'Etat a jugé dans sa décision « *ADILE de Vendée* » ; que compte tenu de ce fait, son offre aurait dû être retenue,
- les observations de Me Coste, représentant le centre hospitalier de Meaux, qui soutient que la méconnaissance du délai de suspension a été de deux jours compte tenu du délai

d'expédition par le service courrier, mais que le délai minimum avait été respecté, la lettre étant signée le 13 ; que l'offre de l'attributaire n'était pas anormalement basse dès lors qu'elle correspond au tarif conventionné de la sécurité sociale ; qu'à supposer que le juge des référés puisse cumuler deux sanctions, l'annulation ne se justifie pas puisque classée troisième, la société requérante n'avait aucune chance d'obtenir le marché ; que la pénalité compte tenu du manquement à la clause de suspension ne justifierait finalement qu'une somme de 2 000 euros,

- les observations de Me Le Cadet, représentant la société Azur Ambulances de Meaux, qui fait valoir que le cumul de deux sanctions n'est pas possible ; que si le juge entend infliger une pénalité financière, elle devrait être mise à la charge du centre hospitalier de Meaux ; que le manquement n'a pas privé la société requérante de son droit au recours effectif ; qu'enfin l'article 46 du code des marchés publics n'a pas été méconnu puisque l'ensemble des pièces nécessaires a été transmis au pouvoir adjudicateur.

Les sociétés Ambulances Charles, Ambulances Appel, Ambulances de Blanc-Mesnil et Ambulances du Coudray, convoquées, n'étant ni présentes, ni représentées.

Les parties n'ayant pas souhaité reprendre la parole, l'instruction a été close à l'issue de l'audience à 15 h 15.

1. Considérant que le Centre hospitalier (CH) de Meaux a décidé de lancer un appel d'offres scindé en plusieurs lots destiné à obtenir des « *prestations de transports sanitaires et divers pour les centres hospitaliers de Meaux, Coulommiers et Marne-la-Vallée* » le 15 février 2016 ; que la société de transports ambulanciers (STA) Ourson Bleu a déposé une offre pour le lot n° 2 ; que cette offre a été rejetée par une lettre en date du 13 avril 2012, expédiée le 15 avril 2016, indiquant que le délai de suspension était de « *onze jours à compter de la date d'envoi de la présente notification* » ; que la Société de transports ambulanciers Ourson Bleu a sollicité, par lettre recommandée avec accusé de réception, en date du 19 avril 2016, reçue le 20 par le centre hospitalier de Meaux, que les motifs du rejet et des informations relatives à la proposition tarifaire du candidat retenu lui soient communiquées ; que par lettre du 22 avril 2016, le centre hospitalier de Meaux lui a communiqué ces informations sous réserve de l'occultation de celles couvertes par le secret industriel et commercial et lui a indiqué que la candidature de la société Azur Ambulances de Meaux avait été retenue ; que la Société de transports ambulanciers Ourson Bleu demande notamment au juge des référés d'annuler la décision du 15 avril 2016, d'annuler la procédure d'attribution du lot n° 2, d'enjoindre au centre hospitalier de Meaux de se conformer à ses obligations de publicité et de concurrence ; qu'ayant appris au cours de l'instance que le marché litigieux avait été signé par le centre hospitalier de Meaux, la Société de transports ambulanciers Ourson Bleu, renonçant à ses conclusions initiales, a demandé au juge du référé contractuel du même tribunal, sur le fondement des articles L. 551-13 et L. 551-20 du code de justice administrative, d'annuler ce marché ;

**Sur les conclusions présentées sur le fondement des articles L. 551-13 et L. 551-20 du code de justice administrative :**

2. Considérant qu'aux termes de l'article L. 551-13 du code de justice administrative : « *Le président du tribunal administratif, ou le magistrat qu'il délègue, peut être saisi, une fois conclu l'un des contrats mentionnés aux articles L. 551-1 et L. 551-5, d'un recours régi par la*

*présente section* » ; qu'en vertu des dispositions de l'article L. 551-18 du même code, le juge du référé contractuel « [...] *Le juge prononce également la nullité du contrat lorsque celui-ci a été signé avant l'expiration du délai exigé après l'envoi de la décision d'attribution aux opérateurs économiques ayant présenté une candidature ou une offre ou pendant la suspension prévue à l'article L. 551-4 ou à l'article L. 551-9 si, en outre, deux conditions sont remplies : la méconnaissance de ces obligations a privé le demandeur de son droit d'exercer le recours prévu par les articles L. 551-1 et L. 551-5, et les obligations de publicité et de mise en concurrence auxquelles sa passation est soumise ont été méconnues d'une manière affectant les chances de l'auteur du recours d'obtenir le contrat* » ; qu'enfin, aux termes de l'article L. 551-20 du même code : « *Dans le cas où le contrat a été signé avant l'expiration du délai exigé après l'envoi de la décision d'attribution aux opérateurs économiques ayant présenté une candidature ou une offre ou pendant la suspension prévue à l'article L. 551-4 ou à l'article L. 551-9, le juge peut prononcer la nullité du contrat, le résilier, en réduire la durée ou imposer une pénalité financière* » ; qu'aux termes de l'article L. 551-22 du code de justice administrative : « *Le montant des pénalités financières prévues aux articles L. 551-19 et L. 551-20 tient compte de manière proportionnée de leur objet dissuasif, sans pouvoir excéder 20 % du montant hors taxes du contrat. Le montant de ces pénalités est versé au Trésor public.* » ;

3. Considérant qu'il ressort des pièces du dossier qu'à la date du 25 avril 2016, à laquelle le centre hospitalier de Meaux a signé le marché litigieux, le recours en référé précontractuel introduits le 26 avril 2016, par la Société de transports ambulanciers Ourson Bleu, ne lui avait été ni communiqué par le greffe du tribunal administratif, qui l'a communiquée le 27 avril 2016, ni notifié par la société requérante elle-même, conformément aux dispositions de l'article R. 551-1 du code de justice administrative et que le centre hospitalier de Meaux ne pouvait, par suite, être regardé comme ayant, en signant ces contrats, méconnu l'obligation qui lui incombait en vertu des dispositions de l'article L. 551-4 du code de justice administrative ;

4. Considérant toutefois qu'aux termes de l'article 80 du code des marchés publics : « *I.-1° Pour les marchés et accords-cadres passés selon une procédure formalisée autre que celle prévue au II de l'article 35, le pouvoir adjudicateur, dès qu'il a fait son choix pour une candidature ou une offre, notifie à tous les autres candidats le rejet de leur candidature ou de leur offre, en leur indiquant les motifs de ce rejet. Cette notification précise le nom de l'attributaire et les motifs qui ont conduit au choix de son offre aux candidats ayant soumis une offre et à ceux n'ayant pas encore eu communication du rejet de leur candidature. Un délai d'au moins seize jours est respecté entre la date d'envoi de la notification prévue aux alinéas précédents et la date de conclusion du marché. Ce délai est réduit à au moins onze jours en cas de transmission électronique de la notification à l'ensemble des candidats intéressés. La notification de l'attribution du marché ou de l'accord-cadre comporte l'indication de la durée du délai de suspension que le pouvoir adjudicateur s'impose, eu égard notamment au mode de transmission retenu.* » ;

5. Considérant, en tout état de cause, que le centre hospitalier de Meaux s'il soutient avoir signé la lettre de rejet de l'offre de la société requérante le 13 avril 2016, ne la lui a adressée que le 15 avril 2016, le cachet de la poste porté sur l'enveloppe contenant celle-ci, joint à la présente procédure, faisant foi ; qu'ayant en outre fait le choix d'une transmission par voie postale, le délai applicable aux termes de l'article 80 du code des marchés publics était un délai de seize jours ne commençant de courir qu'à compter de l'envoi de la notification, nonobstant les indications contraires contenues dans les pièces du marché, c'est-à-dire ne permettant la conclusion du contrat qu'à partir du 11 mai 2016 ; qu'ainsi la Société de transports ambulanciers

Ourson Bleu est recevable à saisir le juge du référé contractuel d'une demande tendant à l'annulation de ce contrat conclu avant l'expiration de cette date ;

6. Considérant qu'après avoir reçu communication des mémoires en défense, la société requérante a demandé au juge des référés de faire application des dispositions de l'article L. 551-20 du code de justice administrative et d'annuler ce marché ; qu'en n'ayant pas respecté le délai de seize jours entre la notification du rejet de son offre à la société Azur Ambulances de Meaux et la signature du contrat, le centre hospitalier de Meaux n'a pas permis, ainsi qu'il a déjà été dit, à la Société de transports ambulanciers Ourson Bleu d'engager utilement un référé précontractuel et justifié que les conclusions tendant à l'annulation du marché sur un autre fondement soient jugées recevables ;

7. Considérant qu'en vertu de l'article 2 sexies introduit dans la directive du 21 décembre 1989 par la directive du 11 décembre 2007, lorsque le contrat est conclu pendant le délai de suspension de la signature du contrat consécutif à l'envoi de la notification de la décision d'attribution du marché aux opérateurs économiques ayant présenté une candidature ou une offre, ou durant l'instance devant le juge du référé précontractuel, les Etats membres doivent prévoir l'absence d'effets du marché ou des sanctions de substitution effectives, proportionnées et dissuasives qui consistent soit à imposer des pénalités financières au pouvoir adjudicateur, soit à abréger la durée du marché ; que ces mesures doivent être prononcées en tenant notamment compte de la gravité de la violation, du comportement du pouvoir adjudicateur et, s'agissant de l'absence d'effets du marché, de la mesure dans laquelle le contrat continue à produire des effets ; qu'il résulte des dispositions de l'article L. 551-20 du code de justice administrative précédemment citées, qui doivent être lues à la lumière de celles de l'article 2 sexies de la directive du 21 décembre 1989 dont elles assurent la transposition, qu'en cas de conclusion du contrat avant l'expiration du délai exigé après l'envoi de la décision d'attribution aux opérateurs économiques ayant présenté une candidature ou une offre, comme en l'espèce, ou pendant la suspension prévue à l'article L. 551-4 ou à l'article L. 551-9 du même code, le juge du référé contractuel peut priver d'effet le contrat en l'annulant ou en le résiliant, prononcer une sanction de substitution consistant en une pénalité financière ou une réduction de la durée du contrat ; que, pour déterminer la mesure qui s'impose, le juge du référé contractuel peut prendre en compte, notamment, la nature et l'ampleur de la méconnaissance constatée, ses conséquences pour l'auteur du recours ainsi que la nature, le montant et la durée du contrat en cause, comme le comportement du pouvoir adjudicateur ;

8. Considérant qu'il résulte de l'instruction que le contrat relatif au lot n° 2 relatif au « *transport sanitaire pédiatrique* » a été signé par le centre hospitalier le 25 avril 2016, onzième jour après la date indiquée sur l'enveloppe d'expédition du courrier de notification, adressé à la Société de transports ambulanciers Ourson Bleu, l'informant du rejet de son offre et de l'attribution du marché au groupement dont la société Azur Ambulances de Meaux, était le mandataire ; que cette notification l'a ainsi été, en méconnaissance de l'article 80 du code des marchés publics, prévoyant le respect d'un délai de suspension de seize jours avant la signature du contrat, lorsque la notification du rejet s'effectue, comme en l'espèce, par la voie postale ;

9. Considérant que la Société de transports ambulanciers Ourson Bleu soutient que la nature et l'ampleur de la méconnaissance constatée, ses conséquences pour l'auteur du recours ainsi que la nature, le montant et la durée du contrat en cause, comme le comportement du pouvoir adjudicateur sont de nature à justifier à la fois une annulation du contrat et l'infliction d'une pénalité financière d'un montant de 72 000 euros correspondant à 20 % du montant du

marché quadri-annuel querellé, réduit de moitié pour tenir compte de la valeur financière de la société attributaire, estimé par elle ;

10. Considérant qu'il ressort des pièces du dossier, ainsi qu'il a déjà été dit au point 6, un tel manquement, s'il n'a pas empêché le dépôt d'un référé précontractuel, a été en revanche de nature à le priver de tout effet utile ; que le comportement du pouvoir adjudicateur de signer le contrat sans respecter la clause suspensive a ainsi constitué un manquement qui peut être sanctionné par application des dispositions de l'article L. 551-20 du code de justice administrative ;

11. Considérant que pour démontrer que son intérêt aurait été lésé à raison de ce manquement, la société requérante soutient que le marché a été irrégulièrement attribué au groupement attributaire alors que les membres du groupement n'avaient pas produit les attestations prévues à l'article 3 de l'arrêté du 28 août 2006 ; qu'un tel manquement serait de nature à porter atteinte au principe d'égalité entre les candidats et affecterait les chances d'un candidat d'obtenir le contrat ; que toutefois ce manquement ne ressort pas de l'instruction, alors en outre que le centre hospitalier de Meaux a affirmé sans être sérieusement contredit, avoir reçu les documents nécessaires, le 22 avril 2016 ; qu'en tout état de cause, à le supposer établi, un tel manquement n'a pu altérer les conditions de la concurrence au stade de la sélection de l'offre la mieux-disante pour ce marché et ainsi affecter, même indirectement, les chances de la société de transports ambulanciers Ourson Bleu dès lors que son offre n'était pas en position de se voir attribuer le marché ; qu'en effet, dans la mesure où son offre était classée troisième, alors qu'il ne ressort d'ailleurs pas des pièces du dossier et qu'il n'est pas non plus soutenu que cette situation procéderait d'une dénaturation, elle n'était pas l'immédiate offre mieux-disante si le manquement avait pu prospérer et la candidature de l'attributaire écartée ; que son intérêt n'a pu être lésé, le moyen ne peut qu'être écarté ;

12. Considérant qu'en outre le centre hospitalier de Meaux a communiqué les noms des autres membres de ce groupement, ainsi que l'avait sollicité la Société de transports ambulanciers Ourson Bleu ; que, par ailleurs, en retenant l'offre de la société Azur Ambulances de Meaux au motif, que l'analyse de sa valeur technique, les termes de son offre ainsi que les justifications produites en faisaient l'offre la mieux-disante, étaient, avec le critère d'organisation proposée pour assurer la prestation attendue, la méthodologie et le plan de progrès, le suivi de la qualité de la prestation ainsi que la prise en compte des exigences environnementales, étaient de nature à satisfaire le besoin, le centre hospitalier s'est borné à faire application des critères de jugement des offres, prévus dans ce règlement ;

13. Considérant que la Société de transports ambulanciers Ourson Bleu soutient que la circonstance que l'offre de la société attributaire soit inférieure de près de la moitié de la sienne est de nature à la faire regarder comme une offre anormalement basse ; que, quelle que soit la procédure de passation mise en œuvre, il incombe au pouvoir adjudicateur qui constate qu'une offre paraît anormalement basse de solliciter auprès de son auteur toutes précisions et justifications de nature à expliquer le prix proposé ; que si les précisions et justifications apportées ne sont pas suffisantes pour que le prix proposé ne soit pas regardé comme manifestement sous-évalué et de nature, ainsi, à compromettre la bonne exécution du marché, il appartient au pouvoir adjudicateur de rejeter l'offre, sauf à porter atteinte à l'égalité entre les candidats à l'attribution d'un marché public ; que toutefois, la seule circonstance qu'une offre présente un prix très inférieur à celui d'un des concurrents évincés n'est pas en tant que telle de nature à la faire regarder comme constituant une offre anormalement basse ; qu'en outre, le

centre hospitalier fait valoir, sans être contredit sur ce point, que les tarifs de l'offre de la société Azur Ambulances de Meaux correspondait au tarif conventionné de la sécurité sociale ; que le moyen ne peut donc qu'être écarté ;

14. Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que la Société de transports ambulanciers Ourson Bleu n'est pas fondée à demander l'annulation du contrat relatif au lot n° 2 sur le fondement de l'article L. 551-20 du code de justice administrative ;

15. Considérant en revanche qu'eu égard, d'une part, au délai laissé à la société requérante par le centre hospitalier pour saisir le juge des référés sur le fondement des dispositions de l'article L. 551-1 du code de justice administrative et, d'autre part, à la nature de la méconnaissance par le centre hospitalier de ses obligations, qui n'ont pas, ainsi qu'il a déjà été dit, affecté la substance même de la concurrence, enfin compte tenu du montant du marché, il y a lieu d'infliger au centre hospitalier une pénalité financière d'un montant de 20 000 euros, en application des dispositions de l'article L. 551-20 du code de justice administrative, à verser au Trésor Public ;

**Sur les conclusions tendant à l'application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :**

16. Considérant qu'il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de condamner le centre hospitalier de Meaux à verser à la Société de transports ambulanciers Ourson Bleu une somme de 5 000 euros au titre des frais irrépétibles et de rejeter les conclusions des défendeurs dirigées contre la société de transports ambulanciers Ourson Bleu ;

**ORDONNE :**

Article 1<sup>er</sup> : Le centre hospitalier de Meaux est condamné à verser au Trésor Public une pénalité financière de 20 000 euros (vingt mille euros).

Article 2 : Le centre hospitalier de Meaux est condamné à verser à la société de transports ambulanciers Ourson Bleu une somme globale de 5 000 euros (cinq mille euros) au titre des frais irrépétibles.

Article 3 : Le surplus des conclusions des parties est rejeté.



Article 4 : La présente ordonnance sera notifiée à la Société de transports ambulanciers Ourson Bleu, au centre hospitalier de Meaux, aux sociétés Azur Ambulances de Meaux, Ambulances Charles, Ambulances Appel, Ambulances de Blanc-Mesnil et Ambulances du Coudray.

Copie sera adressée au Directeur départemental des finances publiques de Seine-et-Marne.

Lu en audience publique le 8 juin 2016.

Le juge des référés,

Le greffier,

S. DEWAILLY

M. DANGENG

La République mande et ordonne au préfet de Seine-et-Marne en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,  
Le greffier,

M. DANGENG